



Préfet de Loir et Cher

Direction Régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement du Centre

Blois, le 07 MARS 2011

Unité territoriale

Société FORBO ADHESIVES à Blois.

Implantation d'un entrepôt de stockage.
Modification de l'arrêté préfectoral
d'autorisation d'exploiter.

Rapport de l'inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir et Cher

I. Présentation de l'établissement et implantation.

La société FORBO ADHESIVES exploite un établissement de fabrication d'adhésifs synthétiques situé rue Robert Schuman à Blois.

Les activités exercées sur le site se répartissent dans deux bâtiments :

- Un bâtiment A de production d'adhésifs thermofusibles et de stockage de matières premières non inflammables
- Un bâtiment B de production d'adhésifs polyuréthane et de stockage de matières premières et produits finis inflammables.

L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 99-0397 du 8 février 1999. Les activités exercées sur le site relèvent de plusieurs rubriques de la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement. Leur classement est résumé dans le tableau en annexe.

II. Contexte.

La société FORBO ADHESIVES a déposé un dossier en date du 31 mai 2010, auprès des services de la préfecture de Loir et Cher, relatif à la création d'un nouveau bâtiment de stockage. Des compléments au dossier ont été apportés en date du 18 février 2011. Ledit dossier comprend notamment une étude des dangers avec la modélisation d'un incendie de la cellule de stockage.

49 bis rue Laplace
41000 BLOIS
Tél. : 02 54 74 98 80 - Fax : 02 54 74 08 09
Mail : ut43.dreal-centre@developpement-
durable.gouv.fr



Le stockage des matières premières non inflammables (résines, caoutchouc, cires, plastifiants, emballages divers...) est actuellement réalisé à divers emplacements du site, y compris sur la plate forme de stockage extérieure. La construction du bâtiment D de stockage permettra de regrouper les différents stockages épars sur le site. L'entrepôt sera constitué d'une cellule unique d'une surface de 1526 m² pour un volume de 15750 m³.

Le stockage des produits se fera principalement sur racks (palettiers), et sera composé au maximum de 1200 palettes pour un tonnage d'environ 1100 tonnes.

Les adhésifs thermofusibles en produits finis sont stockés sur un site distinct (bâtiment C) rue Laplace.

A noter que les matières premières (acétone, chlorure de méthylène, acétate d'éthyle,...) utilisées dans la fabrication des colles polyuréthanes et les produits finis solvantés, continueront d'être stockées dans le bâtiment B.

III. Impact et dangers engendrés par le bâtiment de stockage.

Impact

L'examen du dossier présenté par la société FORBO ADHESIVES, montre que l'implantation de l'entrepôt n'engendre pas d'impact supplémentaire en ce qui concerne notamment les thématiques «eau», «air», «bruit», «trafic», «intégration paysagère» et «déchets».

Dangers

Risque incendie :

La modélisation d'un incendie de la cellule, avec l'hypothèse majorante d'un incendie de 1216 palettes de stockage composées de matières premières plastiques, montre que le flux de 8 kW/m² (effets domino) et le flux de 5 kW/m² (effets létaux) ne sortent pas des limites de propriété. Le flux de 8 kW/m² est atteint sur une distance d'environ 12 m à l'extérieur de l'entrepôt côté Est, tout en restant à l'intérieur du site. Une zone de 15 m sera maintenue libre de tout stockage de matières combustibles afin d'éviter la propagation d'un éventuel incendie.

Le flux de 3 kW/m² (effets irréversibles) sort des limites de propriété du côté de la société BITUVIA principalement sur une zone de circulation. Le POI a été modifié et intègre une procédure pour prévenir les voisins en cas d'incendie.

Les principales mesures de prévention et de protection incendie sont les suivantes :

- Murs REI 120 sur les façades Nord/Ouest/Sud de l'entrepôt
- Portes EI 120 asservies à la détection automatique d'incendie
- Trois poteaux incendie en limite de site garantissant les besoins en eau estimés à 120 m³/h pendant 2 heures
- RIA et extincteurs en nombre suffisant
- Système de désenfumage automatique et manuel (2 % de la surface utile)
- Plan d'Opération Interne (POI) permettant une organisation efficace des secours
- Dispositif de rétention interne sur cellule des eaux d'extinction incendie
- Absence de stockage dans une bande de 15 m à l'extérieur de l'entrepôt du côté du Est.

A noter que le SDIS a émis un avis favorable en date du 9 juin 2010 sur le projet de construction du bâtiment de stockage.

Gaz toxiques générés par un incendie :

L'étude menée sur l'incendie de la cellule conclut que :

- Au regard de la nature et des produits stockés (composés organiques non halogénés de type polymères), les composés de dégradation des produits stockés seront essentiellement des résidus de combustion : CO₂, CO, NO_x, SO₂ et des particules en suspension.
- L'accidentologie du secteur d'activité ne fait pas état de phénomène d'intoxication sur les riverains par de tels composés en cas d'incendie.
- Aucun obstacle majeur à la bonne dispersion des gaz dans l'atmosphère n'est présent aux alentours de l'établissement.

L'inspection des installations classées considère que du fait du potentiel calorifique important, la surélévation par convection des fumées conduit à l'absence d'effets toxiques au niveau du sol pour les tiers extérieurs au site. Une zone de sécurité sera toutefois assurée en cas d'incendie.

IV. Modifications proposées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Tableau des rubriques de la nomenclature

Le tableau récapitulatif des installations classées de l'établissement visé à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter est complété par :

<i>Rubrique de la nomenclature</i>	<i>Désignation des activités</i>	<i>Régime</i>
1510	<i>Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, le volume du bâtiment de stockage étant de 15750 m³.</i>	<i>Déclaration (DC).</i>

Prescriptions spécifiques applicables au bâtiment de stockage

Les prescriptions en matière de prévention incendie, de protection incendie et de conditions de stockage, sont reprises dans le projet d'arrêté complémentaire. Elles sont en cohérence et adaptées à l'étude des dangers du dossier présenté par le pétitionnaire.

Les recommandations du SDIS concernant la sécurité incendie et formulées dans l'avis du 9 juin 2010, sont également reprises dans le projet d'arrêté complémentaire.

V. Propositions-Conclusion.

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable au projet d'arrêté préfectoral joint, pris sous la forme de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, ce projet d'arrêté doit être soumis préalablement pour avis au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques à qui nous proposons d'émettre un avis favorable.